Rapport sur le développement humain 2014 : 2,2 milliards de pauvres

Partage international n° 313 – Septembre 2014

L'état permanent de vulnérabilité menace le développement humain, et tant que cela ne sera pas systématiquement pris en charge par les politiques et les normes sociales, le progrès ne sera ni équitable ni durable. C'est le postulat essentiel du Rapport sur le développement humain 2014, *Soutenir le progrès humain : réduction des vulnérabilités et renforcement de la résilience*, publié par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud)

Selon les mesures de la pauvreté en matière de revenu, 1,2 milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. En fait, les dernières estimations de l'indice multi-dimensionnel de pauvreté du Pnud révèlent que près de 1,5 milliard de personnes dans 91 pays en développement vivent dans la pauvreté avec simultanément des carences en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. Et bien que la pauvreté soit généralement en baisse, près de 800 millions de personnes risquent de retomber dans la pauvreté au moindre coup dur.

Les freins au progrès

Le rapport révèle, selon l'Indice de développement humain, un ralentissement de la croissance du développement humain dans toutes les régions. Il note que les crises financières, les fluctuations de prix des denrées alimentaires, les catastrophes naturelles et les conflits violents entravent considérablement le progrès. *« La réduction de la pauvreté et du risque de tomber dans la pauvreté doit constituer un objectif central de l'agenda post-2015,* indique le rapport, en se référant aux efforts visant à créer un nouveau programme de développement à l'issue des échéances des Objectifs du millénaire pour le développement de 2015. *Eliminer l'extrême pauvreté, ce n'est pas seulement atteindre le niveau zéro ; c'est également s'y maintenir. »*

Qui sont les personnes vulnérables et pourquoi

« Réduire la vulnérabilité est un élément clé dans tout programme visant à améliorer le développement humain, écrit le prix Nobel Joseph Stiglitz dans une contribution au rapport. *[Nous] devons l'aborder dans une perspective systémique globale. »*

Le rapport 2014 adopte une telle approche et montre, sous l'angle du développement humain, que la vulnérabilité est liée à un ensemble de risques qui s'additionnent et s'aggravent mutuellement.

Il explore les vulnérabilités structurelles – celles qui persistent et se sont même aggravées au fil du temps en raison des discriminations et des faiblesses institutionnelles, qui ont nui à certaines catégories de personnes comme les pauvres, les femmes, les migrants, les personnes handicapées, les groupes autochtones et les personnes âgées. Ainsi, 80 % des personnes âgées manquent de protection sociale dans le monde, un grand nombre d'entre elles étant en outre pauvres et handicapées.

Le rapport présente également l'idée de la vulnérabilité en rapport avec les cycles de vie, les moments sensibles de la vie où les chocs peuvent avoir un plus grand impact. Par exemple, les 1 000 premiers jours de la vie, la transition entre l'école et la vie active, puis celle de la vie active à la retraite.

« Les facultés s'accumulent au cours de la vie mais elles peuvent diminuer, avertit le rapport. *Les capacités de l'existence dépendent des investissements réalisés dans les étapes précédentes de la vie, et des chocs peuvent avoir des conséquences à long terme. »*

Ainsi, selon une étude citée par le rapport, les enfants pauvres âgés de six ans en Equateur présentent déjà un retard de vocabulaire.

Il est donc essentiel que les interventions, par exemple dans le domaine de la petite enfance, soient réalisées en temps opportuns.

Un accès universel aux soins sociaux

Le rapport préconise l'accès universel aux services sociaux de base pour améliorer la résilience, réfutant l'idée que seuls les pays riches peuvent se le permettre. Il présente une analyse comparative de

pays de différents niveaux et systèmes de gouvernement, et qui ont commencé à développer de telles politiques ou les ont déjà pleinement mis en œuvre.

Ces pays comprennent non seulement les habituels Danemark, Norvège et Suède, mais aussi des économies à croissance rapide comme la République de Corée et des pays en développement comme le Costa Rica. *« Ces pays ont commencé à mettre en place des mesures d'assurance sociale lorsque leur produit intérieur brut (PIB) par habitant était inférieur à celui de l'Inde et du Pakistan aujourd'hui »,* observe le rapport.

Cependant, *« il peut y avoir des cas où l'égalité des chances nécessite un traitement inégal,* note Khalid Malik, directeur du Bureau du rapport sur le développement humain du Pnud. *Il se peut qu'on doive fournir davantage de ressources et de services aux pauvres, aux exclus et aux marginalisés pour renforcer les capacités et les choix de vie de tous. »*

Rendre le plein emploi prioritaire dans l'agenda politique mondial

Le rapport demande aux gouvernements de se réengager en faveur du plein emploi, l'un des piliers des politiques macro-économiques des années 1950 et 1960 qui ont été supplantées par les politiques de compétitivité qui ont suivi les chocs pétroliers des années 1970.

Il fait valoir que le plein emploi produit des dividendes sociaux qui dépassent les avantages privés, comme la promotion de la stabilité et de la cohésion sociale.

Reconnaissant les défis que rencontrent les pays en développement en ce qui concerne le plein emploi, il exhorte à mettre l'accent sur les transformations structurelles *« de sorte que l'emploi formel moderne intègre progressivement la plupart de la main-d'œuvre »,* avec notamment une transition de l'agriculture vers l'industrie et les services, et le soutien des investissements dans les infrastructures et l'éducation.

La protection sociale est possible dès les premiers stades du développement

La majorité de la population mondiale manque de protection sociale et ne bénéficie pas de pensions de retraite et d'assurance-chômage. Le rapport fait valoir que cette protection est réalisable à tous les stades du développement d'un pays. *« Offrir des prestations de base de sécurité sociale aux populations pauvres du monde coûterait moins de 2 % du PIB mondial »,* affirme-t-il. Le rapport cite des estimations du coût de la fourniture d'un socle de protection sociale de base, comprenant les pensions vieillesse et d'invalidité universelles de base, les prestations de base pour la petite enfance, l'accès universel aux soins de santé essentiels, l'aide sociale et un programme garantissant 100 jours de travail dans douze pays d'Afrique et d'Asie à faible revenu. Ce coût oscille entre 10 % du PIB au Burkina Faso et moins de 4 % du PIB en Inde. *« Un pays à faible revenu peut se permettre un ensemble de prestations de protection sociale de base à condition de réaffecter des fonds et d'augmenter ses ressources nationales, tout en recevant le soutien de la communauté internationale des donateurs. »*

Un effort collectif mondial

Le rapport appelle à davantage d'action collective, ainsi qu'à une meilleure coordination au niveau mondial et un engagement à consolider la résilience pour répondre aux vulnérabilités qui ont de plus en plus des origines et des impacts globaux. Les menaces, allant des crises financières au changement climatique en passant par les conflits, sont par nature transnationales, mais les effets sont vécus localement et à l'échelle nationale et se combinent souvent. Prenons le cas du Niger, qui a connu des crises alimentaires et nutritionnelles graves provoquées par une série de sécheresses. Dans le même temps, le Niger a dû faire face à un afflux de réfugiés fuyant le conflit au Mali voisin.

Le rapport argumente que les menaces transnationales ne peuvent pas être affrontées par les nations individuelles agissant de manière indépendante ; elles ont besoin d'une attention de la communauté internationale allant au-delà des réponses à court terme, comme l'aide humanitaire.

Pour accroître le soutien aux programmes nationaux et ouvrir un espace politique pour permettre aux pays d'adapter l'universalisme aux conditions spécifiques locales, le rapport demande *« qu'un consensus international sur la protection sociale universelle »* soit inclus dans l'agenda post-2015.

Sources : hdr.undp.org
Thématiques : Société
Rubrique : Les priorités de Maitreya